COMMISSION DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN**SÉANCE DU MARDI 3 JUIN 1997**
VERGADERING VAN DINSDAG 3 JUNI 1997**SOMMAIRE :**

DEMANDE D'EXPLICATIONS (Discussion):

Demande d'explications de M. Hatry au vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications sur «le mépris et les marques de dérision avec lesquels le gouvernement a accueilli le récent rapport de l'O.C.D.E. sur l'économie belge».

Orateurs: **M. Hatry, M. Di Rupo**, vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications, p. 844.

INHOUDSOPGAVE :

VRAAG OM UITLEG (Bespreking):

Vraag om uitleg van de heer Hatry aan de vice-eerste minister en minister van Economie et Telecommunicatie over «de minachting en het misprijzen waarmee de regering heeft gereageerd op het recente OESO-rapport over de Belgische economie».

Sprekers: **de heer Hatry, de heer Di Rupo**, vice-eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie, blz. 844.

PRÉSIDENCE DE M. HATRY, PRÉSIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER HATRY, VOORZITTER

La séance est ouverte à 9 h 40.

De vergadering wordt geopend om 9.40 uur.

M. le président. — La séance est ouverte.

Je prie M. Hotyat de bien vouloir prendre place au fauteuil présidentiel afin que je puisse développer ma demande d'explications.

M. Hotyat prend la présidence de l'assemblée

DEMANDE D'EXPLICATIONS DE M. HATRY AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS SUR LE «LE MÉPRIS ET LES MARQUES DE DÉRISION AVEC LESQUELS LE GOUVERNEMENT A ACCUEILLI LE RÉCENT RAPPORT DE L'O.C.D.E. SUR L'ÉCONOMIE BELGE»

VRAAG OM UITLEG VAN DE HEER HATRY AAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN ECONOMIE EN TELECOMMUNICATIE OVER «DE MINACHTING EN HET MISPRIJZEN WAARMEE DE REGERING HEEFT GEREAGEERD OP HET RECENTE OESO-RAPPORT OVER DE BELGISCHE ECONOMIE»

M. le président. — L'ordre du jour appelle la demande d'explications de M. Hatry au vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications.

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry (PRL-FDF). — Monsieur le président, comme chacun le sait, les rapports de l'O.C.D.E. sur les pays membres de cette organisation jouissent depuis longtemps d'une appréciation hautement positive de la part du gouvernement belge et de la Banque nationale de Belgique, en tout cas en ce qui concerne les rapports consacrés à notre pays. Les gouvernements successifs se sont toujours targués des rapports que l'O.C.D.E. nous remettait à propos de notre situation. Plus d'une fois, ils y ont trouvé un appui à la politique qu'ils défendaient.

Ces rapports sont élaborés après de nombreuses concertations avec les autorités du pays concerné. Dans la grande majorité des cas, ils approuvent, dans les grandes lignes, la politique qui y est menée.

On n'observe rien de tel, dans le cas concret belge, en ce qui concerne le rapport publié en avril 1997, lequel a donné lieu à une série d'écarts de langage peu habituels chez nos gouvernants. Si ces propos ont un impact médiatique sur le plan politique, à mes yeux, ils sont cependant bien calculés. Ainsi, le dernier rapport de l'O.C.D.E. a été qualifié par le Premier ministre de: «Signal brouilleur d'ordre idéologique». J'étais présent à l'assemblée générale de Fabrimetal lorsque ces propos, tout à fait clairs, ont été tenus publiquement.

Vous-même, monsieur le vice-Premier ministre et ministre de l'Économie, vous avez cité le rapport de l'O.C.D.E. en le qualifiant «d'illustration de la pensée unique». Nous retrouvons d'ailleurs cette citation dans les journaux.

Ces propos ont été suivis par d'autres — dont je citerai quelques-uns — qui étaient tous exprimés en termes scientifiques ou médiatiques, par des coryphées très proches du mouvement syndical. Tout cela fait partie d'une concertation que, personnellement, je juge très malvenue, vu les précédents rapports de l'O.C.D.E. mais aussi la haute qualité du présent rapport.

Ce dernier comporte en effet de très nombreuses considérations de bon sens en matière économique et sociale, méritant davantage que d'être balayées du revers de la main par certains membres du gouvernement.

Voici quelques jours, un autre ministre a calmé le feu et a exprimé des appréciations différentes sur ce dernier rapport.

Si nous considérons les initiatives qui ont précédé ou accompagné le rapport de l'O.C.D.E., nous constatons que celui-ci ne reprend strictement rien de la pensée unique.

Vous connaissez certainement, monsieur le vice-Premier ministre, l'hebdomadaire britannique *The economist*, lequel procède à des analyses scientifiques très fines qui ne reflètent pas le «ronron officiel» dans de nombreux domaines. Bien au contraire, les interventions des économistes ou des analystes politiques y sont particulièrement fouillées et doivent être prises au sérieux.

Le même thème, analysé dans l'édition du 5 avril 1997, est intitulé «*Europe hits a brick wall*», traduisez: «L'Europe se heurte à un mur de briques». L'analyse faite dans cet article conduit à la même conclusion que l'O.C.D.E. Les prétendus remèdes utilisés par les gouvernements en Europe à l'heure actuelle ont servi exclusivement de justifications politiques et n'ont conduit à aucune amélioration de la situation en matière d'activités économiques et d'emplois.

On y rappelle que le chancelier Kohl avait promis, en 1996, de réduire le chômage de moitié d'ici à l'an 2000, que les dirigeants du parti social démocrate suédois en avaient promis autant, que Jose Marie Aznar, premier ministre espagnol, avait annoncé que l'année 1997 serait l'année de l'emploi, et que Jacques Chirac a été élu en partie en 1995 parce qu'il avait annoncé qu'il ferait le maximum pour réduire le chômage. Vous êtes donc en bonne compagnie.

The economist conclut toutefois que cet ouragan de promesses n'a pratiquement entraîné aucun résultat positif. En effet, 18 millions de personnes cherchent un emploi en Union européenne, le chômage concerne 4,5 millions de personnes en Allemagne — chiffre jamais atteint même si de grandes firmes se portent très bien —; en France, le nombre de demandeurs d'emplois est

supérieur à trois millions. Les records sont atteints à tous les niveaux et aucun redressement économique n'a entraîné une relance de l'emploi. Chaque récession augmente davantage les chiffres du chômage.

Cet échec politique est étonnant, ajoute *The Economist*. En effet, dans un domaine tel que celui-ci, les solutions sont en général considérées par les économistes comme étant de type uniforme, à la différence d'autres domaines comme celui de la lutte contre le crime organisé ou l'encouragement à l'enseignement et à la formation où les avis en présence sont souvent contradictoires. Les économistes sont en désaccord sur beaucoup de choses mais pas sur la manière de «ramener» le travail. En fait, on doit pouvoir appliquer aux marchés du travail — c'est là une vision commune, souligne *The Economist* — la méthode la plus nette, la méthode optimale, pour leur assurer la flexibilité, mais cet argument comporte bien entendu des subtilités et des nuances. Ainsi, faut-il un apprentissage organisé comme en Allemagne ou faut-il être plus souple ?

En conclusion, il s'impose de changer les règles, les lois et les habitudes pour offrir la possibilité d'employer des travailleurs à un moindre coût qu'à l'heure actuelle en Union européenne. Les graphiques accompagnant l'article sont très éloquentes à ce sujet.

En effet, si nous observons le développement du taux de chômage, nous constatons que celui-ci est passé de moins de 3% en 1974 à 11 et même 12% en moyenne en Union européenne, alors que, parallèlement, en Amérique du Nord, le taux est passé de 2% à moins de 6% aujourd'hui. Les chiffres du Japon ne méritent sans doute pas d'être cités car ils ne sont pas comparables. La création d'emplois est extraordinairement différenciée. En Amérique du Nord, quarante millions d'emplois ont été créés dans le secteur privé et cinq millions par le gouvernement. En Europe, on enregistre deux millions d'emplois en moins dans le secteur privé et une création d'emplois de quatre à cinq millions dans le secteur public. C'est tout à fait contradictoire par rapport à l'évolution positive des États-Unis.

On constate, en outre, que tous les pays européens ont vu le coût des rémunérations des travailleurs les moins qualifiés augmenter de façon massive annuellement. Je dispose de données allant de 1980 à 1993 et qui concernent la France, l'Autriche, la Grande-Bretagne, le Danemark, la Norvège, l'Italie, la Suède et l'Allemagne. Pour tous ces pays, le coût salarial des travailleurs les moins qualifiés — le décile le plus bas de la catégorie professionnelle, donc les 10% les moins bien payés — a augmenté. De 1980 à 1990, la hausse est de 0,5% par an pour la France — c'est le pays qui enregistre le pourcentage le plus faible —, de 2,5% pour l'Allemagne, y compris la réévaluation monétaire.

Pendant ce temps, les États-Unis avaient un taux de -1,5%, le Canada de -1%, l'Australie de -0,7%. En d'autres termes, les pays qui connaissent le chômage le plus bas sont aussi ceux qui ont le plus réduit le coût d'utilisation de la main-d'œuvre la moins qualifiée. Malheureusement, ces pays sont quasi tous extérieurs à l'Europe.

Deux exemples particuliers méritent cependant que l'on s'y attarde: les Pays-Bas et la France. Mais l'exemple néerlandais souvent cité est peut-être moins révolutionnaire qu'il n'y paraît. Si l'on considère l'évolution du coût salarial réel aux Pays-Bas entre 1980 et 1997, on constate qu'il est pratiquement au même niveau de 100% par rapport à 1980. En France, le coût salarial est aux environs de 130% et, en Allemagne, aux environs de 140% par rapport à 1980. Il n'y a pas de miracle néerlandais; il y a le maintien du coût salarial dans des proportions raisonnables. Ici, il ne s'agit plus du dernier décile, mais de l'ensemble du coût salarial des travailleurs néerlandais. L'exemple typique des Pays-Bas montre bien que les recommandations de l'O.C.D.E. ne sont pas inefficaces. Elles ont été appliquées et on peut dire avec certitude que l'ouvrier néerlandais n'en a pas pâti, bien au contraire.

Dans le même rapport de *The Economist*, on cite la fameuse loi de Robien qui, pour d'aucuns en Belgique, est devenue le nec plus ultra en matière de solution. Il s'agit d'une compensation, après la diminution du temps de travail et une augmentation de l'emploi, par l'État, sous forme de réduction de cotisation de sécurité

sociale pour une période de sept ans, après que la décision a été prise de diminuer le temps de travail et d'engager du personnel à temps partiel.

Il est évident, poursuit *The Economist*, que la loi de Robien ne peut apporter d'effet positif. En effet, les entreprises qui doivent se restructurer font appel à cette méthode. Elle est extrêmement populaire et, par conséquent, très coûteuse. Elle consiste à mettre à charge de la collectivité des restructurations qui doivent se faire de toute façon.

La conclusion de cet article à propos de cette fameuse loi de Robien est que peu d'emplois ont été sauvés. Ceux qui l'ont été, le sont temporairement. En France, la loi de Robien n'aide pas les véritables chômeurs, mais ceux qui ont encore de la chance d'avoir un emploi.

J'ai tenu à citer ce long article car à vous entendre, monsieur le vice-Premier ministre, on pourrait croire que l'O.C.D.E. relaie l'avis de politiciens exclusivement conservateurs. Les opinions émises par l'O.C.D.E. sont évidemment exprimées en termes incisifs et précis; elle adresse à un gouvernement comme le vôtre des recommandations de bon sens.

Malheureusement, les 45 ou 46 mesures prises en Belgique pour essayer de combattre le chômage ne le réduisent en rien. Une étude récente, demandée à l'Institut supérieur du travail, en particulier par l'Union des entreprises intérimaires, l'U.P.E.D.I., montre qu'à l'heure actuelle, les difficultés de recruter sont en augmentation. L'examen de la situation globale indique en effet qu'il y a une année, 6% des emplois vacants étaient ouverts plus de trois mois. Cette année, 10% des emplois vacants sont restés ouverts durant cette même période. Il devient de plus en plus difficile pour les employeurs de trouver des personnes qui acceptent de travailler chez eux.

La situation est encore beaucoup plus grave en Wallonie: 14% des emplois vacants sont ouverts durant plus de trois mois. En Flandre, le chiffre correspondant est limité à 7,4% alors que, tout le monde le sait, le chômage est plus élevé en Wallonie qu'en Flandre. L'étude fournit des explications et constate à la fois un chômage alarmant et un déficit de création d'emplois, ainsi qu'une impossibilité, sur le plan micro-économique à l'échelon social, de reconstituer une main-d'œuvre acceptant de travailler. La durée pendant laquelle des fonctions restent vacantes ne cesse de s'allonger en dépit d'une situation insatisfaisante en matière d'emploi.

Les mesures préconisées par l'O.C.D.E. relèvent du bon sens. Outre une série de recommandations, l'analyse concernant le taux de chômage montre qu'en réalité, les fameux 9 à 10% présentés par le gouvernement couvrent en réalité 24% de gens qui ne travaillent pas, même s'ils ne sont pas tous demandeurs d'emploi ou bénéficiaires d'une allocation de chômage. Le sous-emploi de 24% est tout à fait réel; il correspond à une analyse couvrant globalement tous ceux qui, à des titres divers, sont concernés par le chômage.

La plupart des critiques de l'O.C.D.E. sont fondées. L'analyse du chômage met en évidence une série de problèmes structurels relatifs au marché de l'emploi: les jeunes sont confrontés à leur manque d'expérience; les plus âgés émargent à des barèmes établis en fonction de leur ancienneté et coûtent plus cher qu'ils ne rapportent aux entreprises.

Ces éléments objectifs ne devraient pas justifier de votre part, monsieur le vice-Premier ministre, une réaction aussi virulente. L'indexation des salaires est parfaitement légitime au point de vue social sans pour autant être justifiée sur le plan économique. L'extension obligatoire des conventions collectives à toutes les entreprises d'un secteur déterminé est préjudiciable à l'emploi. Il est admis depuis des années que des secteurs aussi hétérogènes que Fabrimetal, la chimie ou l'industrie alimentaire devraient s'abstenir de signer des conventions collectives globales et encourager plutôt une action sur le plan individuel. Les indemnités de rupture ont été à la base du départ de Belgique de beaucoup d'entreprises au cours des décennies 70 et 80. La protection de l'emploi par de hautes barrières est bien négative. On préconise de limiter la protection légale pour les nouveaux emplois.

Je me souviens que c'était déjà la préoccupation au début des années 80 d'un gouvernement auquel j'ai participé. La réduction des charges sociales et fiscales figure également dans les recommandations de l'O.C.D.E. On y critique fortement votre loi sur la compétitivité qui limite les taux des hausses salariales à ceux de nos trois principaux partenaires de l'Union européenne. D'après l'O.C.D.E., il s'agit d'un interventionnisme qui ne serait plus de mise et j'estime qu'il en est bien ainsi. En effet, il amène certaines entreprises n'ayant pas les moyens de supporter des coûts salariaux en appliquant le taux maximum de 6,1%, à devoir le faire, et d'autres, par contre qui pourraient supporter des coûts salariaux plus élevés, à devoir les limiter, au grand dam des travailleurs de l'entreprise.

L'enseignement professionnel fait également l'objet des sollicitudes de l'O.C.D.E. Un certain nombre de considérations sortent du domaine social mais sont certainement valables. Je le mentionne également. Pour renforcer la mobilité des travailleurs, il faut réduire les coûts fiscaux et notariaux des transactions immobilières. Au lieu de cela, des lois-cadres vont permettre de les augmenter. Le gouvernement ne fait rien pour faciliter les transactions et pour permettre — comme cela se pratique aux États-Unis — de quitter un bien immobilier en le vendant sans grands frais. En Belgique, c'est la sclérose en ce domaine, en raison du coût fiscal des transmissions immobilières.

Certaines mesures ne plaisent évidemment pas aux organisations syndicales, notamment la réduction du taux d'indemnisation du chômage et celle de sa durée. Les contrôles en matière de recherche d'emplois et de chômage sont devenus insuffisants. Le système généralisé de la pré-pension amène des gens à entrer dans le processus du chômage jusqu'à l'âge de 60 ans et les empêche pendant près de quinze ans — alors qu'ils en avaient peut-être l'aptitude — de chercher un emploi.

Enfin, une série de mesures concerne une certaine rigidité dans le monde économique, en particulier la participation de l'État à certaines entreprises, par exemple dans la finance, les télécommunications et dans le domaine de l'électricité et du gaz. Ces dispositions ont été critiquées par la Commission européenne. On a abouti à un compromis mais celui-ci n'était pas encore connu au moment où l'O.C.D.E. a rédigé son rapport.

Parallèlement à vos répliques, monsieur le vice-Premier ministre et à celles du Premier ministre, j'ai lu dans la presse des choses extrêmement surprenantes, notamment sous la plume de notre ami commun, Robert Tollet, le président du Conseil central de l'économie. Les scientifiques ont été envoyés à l'abordage. J'ai rarement vu quelqu'un, qui en général est mieux inspiré, consacrer toute une interview dans *l'Echo* du 9 mai à ce problème.

Je vais vous donner un échantillon de langue de bois: «La piste à mon avis intéressante à explorer serait qu'au lieu de dire qu'il faut à tout prix flexibiliser le marché du travail, il conviendrait plutôt d'entrer dans une sorte de socialisation de certaines formes de flexibilité.» C'est très clair! Cela veut dire que toutes les formes de politique d'emploi et de résorption du chômage devraient faciliter l'arbitrage salaire-emploi, en faveur de ce dernier, que ce soit dans les entreprises ou dans les secteurs. Par rapport à l'analyse de l'O.C.D.E., je dirai «qu'il faudrait réarticuler les réponses qu'elle apporte en mettant un accent plus appuyé sur la corrélation entre la formation des salaires et la politique de l'emploi».

Voilà un exemple extraordinaire de langue intellectuelle. Quant au fond, c'est tout à fait contestable parce que l'emploi ne se crée pas par des négociations impératives entre syndicats, gouvernement et entreprises, mais par la confiance du pays, la prospérité des entreprises et des rémunérations adéquates. Ce n'est pas non plus par l'intervention d'une loi du type de celle qui a été votée que l'on peut y arriver.

L'interview se poursuit: «— La loi sur l'emploi et la compétitivité est-elle appelée à se prolonger au-delà de 1998 ou est-elle de nature transitoire? interroge le journaliste. — Je ne suis pas visionnaire. La loi va prouver ce qu'elle peut produire. Ce sera d'ailleurs le rôle du Conseil supérieur de l'emploi d'en faire l'évaluation, dont la première est prévue en fin d'année.»

En tout cas, ce à quoi nous n'échapperons pas, c'est de dire qu'il importe de garder un mécanisme de formation des salaires qui permette l'arbitrage salaire-emploi. En payant trop mal les travailleurs qui ont une productivité élevée — ce n'est plus Tollet qui parle — et qui travaillent dans des entreprises permettant d'avoir des résultats, et en payant trop bien des travailleurs dont le salaire est déjà trop important par rapport à leur efficacité.

Dans un autre journal, je trouve une interview de M. Lowenthal qui est proche d'une autre tendance syndicale. Celui-ci dit: «L'O.C.D.E. commet une double faute. Sa première faute — «il est beaucoup plus pontifiant que Tollet — «est d'ignorer les autres courants de pensée comme d'ailleurs les divergences d'analyse qui se rencontrent au sein même de l'école classique car, foi d'économiste, il n'y a pas une pensée unique aujourd'hui dans le monde mais seulement une pratique unique. La seconde faute commise par l'O.C.D.E. et les autres est de caricaturer gravement la pensée dont elle se réclame. Les néoclassiques se fient à la concurrence mais ils ne font pas semblant d'ignorer combien nous sommes loin d'une concurrence parfaite qui n'appellerait aucune régulation.» Jamais un tel propos ne figurait dans le rapport de l'O.C.D.E. et notre ami Lowenthal projette ses phantasmes dans sa critique de cette organisation.

M. Di Rupo, vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications. — Nous transposons toujours nos phantasmes.

M. Hatry (PRL-FDF). — Une excellente journaliste dont les liens avec le M.O.C. sont bien connus, Bénédicte Vaes, titrait dans le journal *Le Soir*: «L'O.C.D.E. prescrit à la Belgique l'immersion ultralibérale. Vive la flexibilité maximale! Adieu à l'index et à toute régulation salariale.» C'est vraiment trop d'honneur ou d'indignité que de déceler tout cela dans le rapport.

Voilà donc, monsieur le vice-Premier ministre, le sort que vous réservez à ce rapport, lequel a peut-être eu la faiblesse d'avoir été très franc. Cependant, à mon avis, il approche de manière tout à fait correcte un problème fondamental.

Par ailleurs, j'observe que la Belgique n'a pas fait l'objet d'un traitement particulièrement sévère. En effet, le rapport souligne simultanément les déficiences de l'économie luxembourgeoise. Alors que notre taux excessif de chômage est considéré comme devant se situer non à 11 mais à 24%, le taux de chômage de 3% retenu par la statistique luxembourgeoise est, selon des méthodes de calcul identiques, porté en réalité à 14%, soit un bond énorme par rapport aux données officielles. En outre, le rapport évoque en ce qui concerne le Luxembourg la précarité de certains emplois dans le secteur des services et souligne la probabilité de résorptions d'activités dans le secteur industriel, dans la sidérurgie en particulier. En dépit de ces notes négatives, votre collègue luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, s'est abstenu de crier au scandale ou de parler d'agression à l'égard du modèle luxembourgeois, pourtant fréquemment considéré comme plus performant que le nôtre. Quoi qu'il en soit, vous posez le problème en termes crus.

Comment cette attitude de refus méprisant peut-elle être conciliée avec la réalité?

Hélas, monsieur le vice-Premier ministre, dans bon nombre de cas individuels, l'O.C.D.E. a raison. Ainsi, on constate que le régime belge est incapable de ramener au travail des catégories déterminées et importantes de travailleurs. Des industries en régression, actives notamment dans le secteur des matières premières ou des produits intermédiaires, ont envoyé un grand nombre de travailleurs à la prépension, ce qui procure à ces derniers un revenu très convenable jusqu'à la fin de leurs jours sans qu'ils soient obligés de chercher un nouvel emploi.

Cette protection tout à fait attrayante et qui se justifie comme une mesure au moment-même où il s'agit de calmer une explosion sociale n'est pas gratuite, bien entendu. Elle coûte à l'ensemble de la société belge et est financée par ceux qui ont encore un emploi. Les solutions généreuses multiplient ce genre de conséquences. Le coût salarial de l'ensemble des travailleurs augmente. Par consé-

quent, de nouvelles prépensions, de nouveaux licenciements s'imposeront avec, à nouveau, une charge accrue sur les rares personnes qui ont encore un emploi.

Au sein de l'Union européenne, notre pays compte malheureusement le plus petit nombre d'actifs de plus de 50 ans. Ce n'est pas étonnant avec des remèdes comme la prépension à vie — remplacée par la pension à un certain stade. L'O.C.D.E. critique cette mesure et préconise davantage la préretraite à temps partiel.

L'autre exemple concerne le secteur des services. C'est là que le plus grand nombre d'emplois a été créé dans tous les pays qui connaissent un taux de chômage relativement bas. Ce secteur offre d'innombrables possibilités, à condition que la rémunération soit en rapport avec la productivité souvent faible, de ce genre d'emplois.

En Belgique, un ouvrier non qualifié touche au moins 40 000 à 50 000 francs. Le niveau salarial est donc extrêmement élevé. Pour un salaire brut de 50 à 60 000 francs, le salaire net correspond à 32 000 francs.

Si l'on tient compte de toutes les indemnités de remplacement que l'État doit assurer aux personnes sans emploi, on en arrive à la situation suivante: une personne sans emploi, indemnisée à raison de 32 000 francs, qui pourrait obtenir un emploi dans le secteur des services pour 40 000 francs, estimera que la différence de 8 000 francs n'est pas suffisamment attrayante pour accepter l'emploi en question, étant donné les coûts que ce dernier générera immanquablement pour elle. Ces deux exemples sont typiques de la situation belge et démontrent qu'il n'y a pas de fatalité.

Notre système structurel d'ailleurs critiqué par l'O.C.D.E. représente le plus important de nos handicaps actuels.

Considérons les données de l'O.C.D.E. Je le répète, l'Europe dans son ensemble connaît des problèmes. L'analyse de l'O.C.D.E. couvre bien entendu l'Union européenne mais également la plupart des pays industrialisés en Amérique, en Europe centrale et de l'Est, en Asie de l'Est et en Australasie. Tous ces pays peuvent être alignés sur une seule bande. L'O.C.D.E. s'est réunie encore tout récemment et un rapport a été soumis. Si l'on considère les pays sur le plan du chômage, force est de reconnaître que les pays membres de l'Union européenne et plus particulièrement, la Belgique, la France et l'Allemagne, ont été les plus critiqués.

Ils se trouvent ici. (*M. Hatry montre un graphique.*) Seule l'Espagne les dépasse. Viennent ensuite la Finlande, la Belgique, la France, l'Italie et l'Allemagne avec les taux les plus élevés. À l'autre extrême figurent la Norvège, la Suisse, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et même certains pays de l'Europe des Quinze, l'Autriche et les Pays-Bas, avec des pourcentages qui sont très largement en dessous de nos chiffres.

En Belgique, la composante structurelle représente les neuf dixièmes du total et nous place à l'extrême droite du graphique. La situation que nous connaissons actuellement témoigne, en tout cas, de l'inefficacité des mesures de promotion de l'emploi adoptées par le gouvernement.

Je voudrais aussi attirer votre attention, monsieur le vice-Premier ministre, sur des propos tenus par un autre de vos collègues présent à la réunion ministérielle de l'O.C.D.E. de fin mai 1997. Loin de rejeter toutes les critiques qui ont été formulées et répétées, en termes moins personnalisés — étant donné que ce rapport n'est pas consacré aux seuls pays de l'Union économique belgo-luxembourgeoise mais qu'il donne une vision globale —, notre ministre des Finances a exprimé sa position dans la presse.

Je cite l'article en question: «Comme l'a souligné le ministre belge des Finances devant l'assemblée annuelle de l'O.C.D.E., le 26 mai, le rapport admet cependant que les quatre pays phares que sont les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et l'Irlande, ont entrepris des réformes de façon assez différenciée. Les Pays-Bas ont ainsi veillé à respecter la tradition de négociations collectives» — ce n'est pas le cas en Belgique — «alors que la Grande-Bretagne misait sur la réforme des marchés des produits et sur les privatisations» — ce que notre pays fait beaucoup moins — «la Nouvelle-Zélande, sur la libéralisation commerciale» —

pour notre part, nous avons déjà fait le nécessaire en la matière, mais la Nouvelle-Zélande était un pays très protectionniste voici une quinzaine d'années — «et l'Irlande, sur la formation.»

Selon notre collègue, «il n'existe pas de modèle unique et les principes de cohésion sociale et de solidarité qui fondent le modèle social européen ne sont pas nécessairement des obstacles à la mise en œuvre de réformes profondes et à la baisse du chômage structurel.» Bien entendu, M. Maystadt ne nie pas la réalité. Ces chiffres ne peuvent d'ailleurs pas être contestés.

À mes yeux, votre réaction a été d'une brutalité déplacée, monsieur le vice-Premier ministre, et elle ne tient pas compte des réalités belges.

Au cours des négociations salariales, en agissant comme vous l'avez fait avec la fameuse norme de compétitivité par rapport aux Pays-Bas, à la France et à l'Allemagne, vous avez violé la règle de liberté de concertation sociale que l'O.C.D.E. souhaitait voir respecter. Mais cette dernière vous demande aussi plus de flexibilité.

Je ne suis pas seul à penser que la brutalité de votre réaction et celle du Premier ministre ne correspondent pas, dans le chef du gouvernement, à une réelle compréhension de la façon sérieuse et approfondie dont l'O.C.D.E. a travaillé.

Comme d'habitude, les consultations ont eu lieu entre les représentants de l'O.C.D.E. et les autorités belges. Cela ne traduit-il pas un véritable désarroi au sein du gouvernement en matière de politique sociale et de lutte contre le chômage? Comme je l'ai dit, 45 ou 46 «mesurettes» ont été adoptées par le gouvernement; la ministre de l'Emploi et du Travail est chargée de les appliquer en même temps que celles qui sont prises à l'échelon régional. L'inanité de cette politique sociale, mais aussi économique, ne traduit-elle pas une réaction de désarroi de votre part? Sachant ce que dit votre collègue des Finances, je m'interroge sur l'existence d'un désaccord éventuel au sein de l'équipe gouvernementale. M. Maystadt a tenu des propos plutôt lénifiants à l'égard des rapports de l'O.C.D.E. De votre côté, vous les jetez immédiatement à la poubelle!

D'habitude, quand M. Verplaetse a connaissance d'un rapport félicitant la Belgique pour sa politique menée afin d'atteindre les 3%, il en fait part à tout le monde et tient des conférences de presse comme si lui-même avait consenti les sacrifices nécessaires à cet effet.

Je le répète, votre réaction tout à fait déplacée me semble traduire un trouble au sein du gouvernement en ce qui concerne la politique économique et sociale. Vous en êtes de plus en plus conscient et vous vous affolez à la suite des critiques dont vous faites l'objet après la tenue des concertations avec l'O.C.D.E. alors que, généralement, vous brandissez les avis de cet organisation comme étant le couronnement des efforts accomplis par le gouvernement et, desquels, accessoirement, le citoyen fait les frais.

Telles sont les critiques que je dois émettre face à cette réaction, largement considérée comme déplacée, ainsi que vous l'ont d'ailleurs fait savoir bon nombre d'opérateurs économiques, monsieur le vice-Premier ministre.

M. le président. — La parole est à M. Di Rupo, vice-Premier ministre.

M. Di Rupo, vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications. — Monsieur le président, loin de tout esprit de polémique, je tiens d'emblée à préciser que l'analyse très détaillée, très fouillée, de l'honorable membre lui est bien entendu personnelle. M. Hatry confère à cette étude un éclairage singulier, que je respecte, tout en ne me ralliant pas à ses conclusions.

Par ailleurs, il me semble impossible que tout le monde ait tort en la matière et que seuls quelques-uns aient raison. Les réactions — exprimées avec force — qui ont suivi la parution de ce rapport de l'O.C.D.E. sont générales bien qu'émanant de différentes formations politiques et d'horizons divers. Les propos tenus par l'O.C.D.E. dans ce rapport ont réellement choqué.

Je lis régulièrement les rapports de l'O.C.D.E. Cette organisation a son utilité, mais force est de constater qu'elle a déjà été mieux inspirée. Ce changement est-il dû aux rédacteurs ou au climat ambiant au moment de l'élaboration du rapport? Je l'ignore, mais ce dernier n'est pas conforme à la tradition de cette organisation.

Cette étude économique de l'O.C.D.E. sur la Belgique a donc été critiquée par diverses personnalités, tant académiques et économiques que politiques. Tel n'aurait pas été le cas si elle s'était limitée à une analyse, à un constat, à une synthèse des mesures prises par les différents États. Nous avons toutefois perçu dans ce rapport la marque d'une véritable idéologie, qui n'est d'ailleurs pas neuve à l'O.C.D.E. Certains y sont tellement convaincus de détenir la vérité qu'ils sont, par exemple, incapables d'admettre une absence de croissance ou une décroissance de l'économie. Le vocabulaire est tellement « policé » qu'il est alors question de croissance négative, ce qui n'a absolument aucun sens aux yeux du scientifique que je suis. Cette idéologie est donc tellement forte que certains refusent d'admettre que le système peut ne pas fonctionner et que la croissance tant souhaitée peut ne pas exister.

Les recommandations de l'O.C.D.E. à la Belgique font fi du choix de la société belge, à savoir: tenter d'encadrer socialement le développement économique. L'O.C.D.E. en appelle à une flexibilité radicale du marché du travail et du marché des biens ainsi qu'à un désengagement de l'État. Un certain nombre d'institutions ont dû réaliser d'importants efforts en termes de consolidation, de modernisation et d'amélioration de la qualité, le contexte ayant évolué, j'en conviens.

J'ai moi-même été artisan de la consolidation stratégique de Belgacom. Mais de là à dire que l'État doit se désengager de tout, franchement, je ne comprends pas pourquoi.

Bien au contraire. Dans certaines fonctions, notamment économiques, il est bon que l'État soit un opérateur centripète. Je m'explique. Si vous laissez les seules forces du marché opérer, ce sont uniquement, par rapport à la société, des forces centrifuges qui interviennent. Elles sont mues, d'une part, par les intérêts particuliers — et la somme des intérêts particuliers n'égale pas l'intérêt général — et, d'autre part, par la maximalisation des profits.

Vous avez donc une société qui tout naturellement, à l'instar de l'entropie, va vers un désordre croissant. Si vous voulez créer, en terme social, une plus grande harmonie et instaurer quelques règles, il est clair que s'impose une force centripète venant contre-carrer cette force centrifuge.

Cette force centripète ne peut provenir que de l'État, des pouvoirs publics, de ceux qui sont démocratiquement désignés pour accomplir une telle fonction et garantir l'harmonie et la paix sociale.

Certes, l'O.C.D.E. affirme qu'il faut « accorder toute l'attention requise aux objectifs politiques et sociaux, ainsi qu'à des facteurs particuliers à la Belgique, à savoir la tradition du consensus social et de la distribution équitable du revenu ».

On voit mal cependant comment ces objectifs pourraient être préservés dans le contexte de déréglementation totale que prône l'organisation. L'O.C.D.E. plaide en effet pour une plus grande différenciation des salaires, pour une réduction des allocations de chômage accompagnée de leur limitation dans le temps et d'une politique d'exclusion sévère.

À tout cela, j'ajouterai un élément que j'énonce dans plusieurs conseils d'administration: d'une manière générale et sans vouloir sombrer dans la caricature, je souhaiterais qu'il y ait une démarche très volontaire de tous ceux qui bénéficient de revenus supérieurs. Nul n'est besoin de citer des chiffres, mais imaginons que tous ceux qui disposent de plus de 100 ou 120 000 francs nets par mois, consentent — mus par une volonté de plus grande souplesse, de flexibilité — un effort substantiel de réduction de leur salaire.

Bien entendu, ils représentent une frange relativement faible de la population, mais les montants en jeu sont néanmoins importants.

Imaginons ainsi un club de tous les bénéficiaires de hauts salaires, lesquels montreraient l'exemple en consentant une réduction drastique et transparente de leurs revenus. Ce serait certainement, en termes de valeurs et de références, un signe extrêmement fort pour tous ceux-là qui subissent déjà une diminution du montant de leurs revenus ou qui éprouvent aujourd'hui une difficulté à boucler les fins de mois.

Car je suis un peu agacé par cette vision unique qui consiste à toujours dire ce qu'il faut faire et par ce semblant d'attitude scientifique que d'aucuns adoptent d'un air très inspiré alors qu'ils sont parfois eux-mêmes des consultants rémunérés à raison de 70 à 100 000 francs par jour! Tout cela me laisse un peu sur ma faim, même s'il ne s'agit là que d'un élément de la discussion.

L'organisation recommande aussi un assouplissement de la protection de l'emploi et un raccourcissement de la durée des préavis, par généralisation des préavis courts déjà en vigueur pour les ouvriers dans certains secteurs.

L'O.C.D.E. réclame encore la suppression de l'indexation automatique, même si elle admet que cette suppression doit être progressive et reconnaît implicitement que les résultats ne sont pas différents ailleurs. L'O.C.D.E. dit en effet: « Comme dans d'autres pays membres, les ajustements en fonction du coût de la vie devraient être un résultat de fait des négociations. » L'O.C.D.E. prescrit, de manière générale, « une réduction progressive de l'intervention excessive de l'État sur le marché du travail, et en particulier, dans le processus de détermination des salaires ». Cela devrait permettre l'abandon, au niveau de l'O.C.D.E., de la loi sur l'emploi et la compétitivité, vue comme une intervention de plus des pouvoirs publics dans la formation des salaires.

En revanche, aux yeux des experts, certaines mesures gouvernementales sont mieux en concordance avec d'autres recommandations de l'O.C.D.E. Il s'agit par exemple, de la réduction ciblée du coût salarial en faveur des jeunes ou de la main d'œuvre la moins qualifiée — extension du Maribel, mesure bas salaires —, ou encore du développement des politiques actives de l'emploi.

En outre, des ouvertures de marché ont été décidées par le gouvernement dans le respect du service universel, que l'on songe aux télécommunications, ou au marché de l'électricité qui deviendra très concurrentiel. On sait également qu'un réexamen de la loi sur les implantations commerciales est entamé et qu'un avant-projet de loi est en voie de finalisation pour améliorer le fonctionnement des organes en charge de la protection de la concurrence économique.

Je suspecte d'ailleurs ceux qui plaident pour un strict respect des recommandations de l'O.C.D.E. au sujet du marché du travail de ne pas nécessairement être les plus ardents défenseurs des réformes dans les domaines que je viens de citer. Nous en reparlerons dans les prochains mois.

Quoi qu'il en soit, un équilibre doit être en permanence maintenu entre la liberté économique et la défense de certaines valeurs telles qu'un niveau élevé de protection sociale, la dignité humaine, la protection des consommateurs et le développement durable.

Dictée d'abord par un souci éthique de justice, cette exigence d'équilibre entre les droits des uns et des autres, de cohésion sociale et de partage équitable des fruits de la croissance n'est pas contraire à l'efficacité économique.

Monsieur le président, à cet égard, je m'inscris en faux contre un certain type de discours où les membres du gouvernement apparaissent comme de grands passésistes n'ayant rien compris à la mondialisation de l'économie. Au nom du gouvernement, je puis vous dire que non seulement nous appréhendons la globalisation, mais que toute notre stratégie vise à ce que la Belgique puisse véritablement et harmonieusement se développer dans une société totalement globalisée.

Nous sommes également conscients du fait qu'à ce jour, seule l'économie de marché a permis une abondante production de biens et de services de diverses natures. Cependant, dans une société contemporaine — à cet égard, nos points de vues divergent — dès lors que l'on assiste à une maximalisation des profits, la notion de redistribution et de solidarité doit intervenir, ce qui

signifie non pas que l'État doit apparaître comme un État providence qui suppléerait les diverses carences, mais comme un État impartial, redistributeur de richesses, aujourd'hui, à l'échelle fédérale, et demain peut-être, à l'échelle européenne. Cependant, cette notion d'équité est passée sous silence, ce qui est véritablement insupportable.

Certes, le point d'équilibre peut varier d'une société ou d'un pays à l'autre. Les conditions de la cohésion sociale ne sont pas exactement les mêmes dans toutes les cultures.

Dans le cadre de l'Europe, il a beaucoup été question de cohésion économique et sociale. Des efforts substantiels ont été réalisés en vue d'une cohésion économique mais, sur le plan social, nous sommes toujours dans l'attente. Tels sont les reproches qui peuvent être adressés à l'égard du rapport de l'O.C.D.E.

L'organisation voudrait que les pays membres adoptent des recettes économiques identiques, sans distinction de culture, d'histoire, de sensibilités et de choix de société propres.

J'observe cependant une évolution positive. L'O.C.D.E. paraît prendre conscience des risques que peut représenter le creusement des inégalités, comme en témoigne le rapport introductif du secrétaire général de l'organisation lors de la récente réunion du Conseil de l'O.C.D.E. à l'échelon des ministres, les 26 et 27 mai derniers.

Le communiqué final de cette réunion reconnaît d'ailleurs que les recommandations de la « stratégie pour l'emploi » de l'O.C.D.E. peuvent être mises en œuvre de diverses manières. Il admet aussi que « les disparités croissantes de revenus et l'inégalité des chances sont préoccupantes » et que « le fossé s'est sans doute creusé entre les nantis et les plus démunis ».

Quand on lit ce genre de phrase, il semble inconcevable, dans une société moderne, dite « civilisée », que les plus gros efforts ne soient pas fournis pour tenter de réduire ce fossé, qui est tout relatif. Par rapport à il y a vingt ou cinquante ans, nous connaissons bien entendu une richesse plus forte, une croissance significative, une abondance de biens. La précarité doit être mesurée à cette croissance, à cette production. On remarque alors de manière relative une plus grande dichotomie sociale. Il y a là quelque chose de fondamental qui ne fonctionne pas et que nous devons corriger.

Enfin, je constate aussi qu'en Belgique, on réaffirme avec force les vertus de la concertation sociale comme moyen d'assurer les grands équilibres dont j'ai parlé. Ce sera là ma conclusion: nous pouvons, dans notre pays, sauvegarder des valeurs tout en favorisant la liberté et le développement de l'activité économique plutôt qu'en adoptant des recettes toutes faites, même en provenance de l'O.C.D.E. Celle-ci, au demeurant, est une organisation pour laquelle j'ai beaucoup d'estime, car elle fournit un travail de qualité.

Dans ce rapport, il me semble que, peut-être emporté par certaines vagues d'ultralibéralisme, l'on ait rédigé un peu hardiment certains commentaires. Force est de constater que ces vagues sont retombées et qu'il faut revoir la situation. C'est là un thème à examiner et à approfondir sans cesse avec les interlocuteurs sociaux, notamment les engagements qui résultent de cette voie ont plus de chances d'être réalisés sur le terrain que les leçons dictées de l'extérieur. Mais je concède à l'honorable membre que les rapports de l'O.C.D.E. ne manquent pas d'intérêt, même s'ils sont dénués de force juridique, et qu'il s'agit là d'un éclairage toujours stimulant. Cette fois encore, la stimulation fut à la hauteur des défis.

M. le président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry (PRL-FDF). — Monsieur le président, M. le vice-Premier ministre utilise une technique bien connue qui consiste à mettre dans la bouche de ses adversaires des propos qu'ils n'ont jamais tenus. Lorsqu'il me fait dire que je veux la suppression de l'État, il se donne le beau rôle en demandant: « Après tout, celui-ci n'est-il pas nécessaire? » Il l'est évidemment, mais il s'agit maintenant d'un État qui touche à tout sans plus rien faire de convenable! Il faut qu'il y ait « moins d'État » pour laisser la place à « mieux d'État ». Je rétablis ainsi, je l'espère, notre consensus sur cette matière.

Par ailleurs, l'exposé du vice-Premier ministre contient plusieurs poncifs, le premier étant qu'il faut volontairement diminuer la durée du temps de travail sous réserve de ne plus avoir d'emploi. Pourtant, à l'heure actuelle, les délais nécessaires pour occuper un emploi vacant ne cessent de s'allonger et ces délais sont encore plus longs en Wallonie qu'en Flandre, alors que c'est en Wallonie que le chômage est le plus important.

Un autre poncif est de considérer que le monde devrait être une belle république platonicienne où nous nous sacrifions mutuellement en renonçant aux avantages matériels. Nous ne sommes plus au V^e ou au VI^e siècle avant Jésus Christ! La société moderne a vécu grâce à l'économie et au matérialisme. À l'échelon mondial, le niveau extraordinairement croissant de la population justifie la façon dont notre société a évolué au cours de ces dernières années.

La république platonicienne, c'est très joli dans les livres, mais il ne faut pas oublier que l'époque était aussi à la peste, au choléra, à la famine ainsi qu'aux guerres entre les cités grecques. Alors, de grâce, ne nous engageons pas dans cette direction!

M. Di Rupo, vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications. — Vous voulez que l'on choisisse entre la peste et le choléra, mais c'est de cette dialectique qu'il faut sortir.

M. Hatry (PRL-FDF). — Mais non. Vous plaidez pour une république platonicienne où tout le monde est bon, où tout le monde se sacrifie. Mais ce n'est pas la société de 1997.

J'en arrive à votre troisième poncif, monsieur le vice-Premier ministre. Vous affirmez que vous êtes pour la globalisation, l'ouverture, etc. Je ne dis pas que vous n'avez jamais agi dans ce sens, mais un gouvernement de la même composition que le vôtre a fait des pieds et des mains pour s'opposer à toute forme de libéralisation des entreprises publiques.

Vos prédécesseurs ont pris leur bâton de pèlerin et se sont rendus auprès des autres gouvernements de l'Union européenne pour que ceux-ci soient bien convaincus de combattre les propositions « nocives » de la Commission européenne en matière de télécommunications ou de poste.

Si c'est cela l'ouverture et la globalisation, permettez-moi de vous dire que c'est bien peu de choses! En tout cas, ce que vous n'avez pas réussi à empêcher vous l'acceptez, et c'est peut-être déjà un progrès.

Monsieur le vice-Premier ministre, le principal défaut de votre réponse, c'est qu'elle ne tient pas compte des signaux se profilant à l'horizon comme avertissements à la politique économique et sociale belge. On porte au pinacle le modèle néerlandais. Le modèle néerlandais n'est pas, voyez-vous, le modèle anglo-saxon. C'est un modèle bien assis, bien structuré au sein de l'Union européenne et qui, avec des méthodes libérales certes, mais qui sont compatibles avec le maintien de notre tissu social, a conduit au résultat actuel. Que s'est-il passé?

On a, bien entendu, financé la diminution des charges sociales de façon audacieuse avec une convention entre employeurs et travailleurs que vous n'avez même pas réussi à conclure en Belgique, malgré votre attachement apparent aux engagements collectifs. Cette convention entre employeurs, entreprises, État et syndicats a vu l'État s'engager à diminuer ses propres dépenses, et c'est par cette diminution des dépenses que la charge fiscale et parafiscale a pu être réduite, et ce sans toucher de façon significative au tissu néerlandais de la protection sociale.

Ce n'est pas du tout le fait qu'il y ait eu cette bulle de gaz qui les a aidés dans les années 70 et 80 à surmonter certaines difficultés, qui les a empêchés de s'endetter comme nous l'avons fait. L'aspect que vous négligez, c'est qu'à l'heure actuelle, une partie importante de la population belge, tant du côté des entreprises que du monde politique et des travailleurs, trouve que nous devrions nous orienter vers le modèle néerlandais mais cela implique certaines des solutions qu'a préconisées l'O.C.D.E. et vous ne pouvez pas les balayer du revers de la main; vous ne pouvez agir comme si le modèle néerlandais n'existait pas dans ses différentes composantes.

On est plein d'admiration pour les résultats obtenus par ce dernier: 6% de chômage, un emploi — de même que la population — en plus grande augmentation que chez nous, des revenus restés en net à un niveau tout à fait raisonnable, un coût extra-salarial réduit massivement grâce à la coopération du gouvernement, lequel a diminué ses dépenses.

Donc, monsieur le vice-Premier ministre, en ne voyant pas ces signaux qui se profilent à l'horizon, vous risquez d'être à un moment donné hors de l'épure et c'est cela que vous devriez essayer d'éviter.

Nous aurons un jour une approche analogue, combinant celle qui a été choisie aux Pays-Bas et certaines des solutions de l'O.C.D.E., mais si vous ne reconnaissez pas ce fait, vous ne serez plus à la tête de cette évolution pourtant indispensable. Je pense que vous devez vous inscrire dans cette évolution autrement qu'en gigotant et en criant. Vous devez vous y inscrire plutôt que de vous

y faire traîner, si je puis dire. Il faut accepter ce qui est inéluctable, mais le faire en sauvegardant notre tissu social. Et c'est cela qui fait défaut dans votre réponse.

M. le président. — L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Mesdames, messieurs, l'ordre du jour de la réunion publique de la commission des Finances et des Affaires économiques est ainsi épuisé.

De agenda van de openbare vergadering van de commissie voor de Financiën en de Economische Aangelegenheden is afgewerkt.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 10 h 50.)

(De vergadering wordt gesloten om 10.50 uur.)